

Où se joue le futur?

Lorsqu'on évoque le futur, en ce début 2016, deux mondes viennent à l'esprit. D'abord celui que créent à une vitesse hallucinante, sans laisser de répit aux individus ni aux sociétés, les entreprises de l'internet, des téléphones mobiles, de l'intelligence artificielle. Monde qui est aussi celui que préparent les scientifiques des bio ou nanotechnologies, où s'annoncent des changements plus radicaux encore. Un ensemble porteur de futur, de rêve, de promesses et d'angoisses mêlées. Ce monde a commencé son déploiement, il est déjà là. Dans le domaine internet et réseaux sociaux, il influence nos vies, bouleverse les comportements et les manières d'exister en société.

Et puis, il y a l'autre monde. Celui d'une réalité sociale qui se dégrade, des réfugiés qui arrivent en foule, des guerres qui se répandent comme des pandémies, des djihadistes. Celui du déclin qui menace les classes moyennes, de l'Occident qui dévisse au classement mondial. Ou encore de la finance qui, devenue folle, approche d'un point d'absolue instabilité.

Entre les deux mondes, à mi-chemin, les immenses problèmes du réchauffement climatique, de la pollution envahissante, de la déshumanisation des métiers et du chômage de masse. Mais tout se mêle, si l'on regarde bien. Le chômage découle autant, sinon davantage des nouvelles technologies que de l'immigration et de la mondialisation.

Autrement dit, ces deux mondes n'en font en réalité qu'un, à la complexité croissante. Mais ce qui est remarquable, c'est que le système démocratique, du moins en Europe, se désintéresse du progrès technologique et de ses aspects révolutionnaires. Seul le second monde crée le tempo médiatique. Les émotions qu'il suscite sont si puissantes qu'elles saturent l'espace politique. Vis-à-vis de l'aventure des sciences, s'est installé un étrange et fâcheux ostracisme.

Il faut dire que les problèmes de la guerre, de la violence économique, des étrangers, semblent aussi vieux que les humains. Ils font peur, mais justement, la peur reste ce qui paie le mieux, en politique. Pour les consommateurs blasés que nous sommes, elle est l'une des rares émotions capables de mobiliser. Et ce n'est pas une peur ouverte, mais une peur qui pousse au repli, au connu, au narcissisme fermé par des frontières.

Pendant ce temps, du côté du monde technologique, une absolue nouveauté apparaît. Et c'est ce que nos dirigeants peinent à saisir. Ce

qui était jusque-là le propre de l'humain et de son intelligence passe dans le domaine des machines, robots et ordinateurs. Le futur apparaît comme étant une croissance dans l'artifice, dans le domaine des choses, et donc comme un échappement de l'humain. Dans ce futur, il n'existe pas de modèle. Tout peut être tenté, seule la volonté compte. Ceux qui dominent, qui définissent le chemin à suivre, ce ne sont pas les politiciens ni les penseurs mais les ingénieurs et les entrepreneurs. Certes, leur leadership demande qu'ils trouvent un «marché» au sein de la population. Justement: leur force est que les nouveautés qu'ils proposent à la fois changent l'image que nous nous faisons de nous-mêmes – en une forme de blessure narcissique – et nous fascinent. Si attirants sont les nouveaux territoires qui s'ouvrent – mixte d'information, d'intelligence artificielle, de réalité virtuelle, de mise en valeur de soi, de communication par réseaux – que, tous, nous acceptons de donner en échange ce qu'on nous demande, y compris notre intimité. Et le système politique ignore comment il doit réagir.

Avec les nouvelles technologies de l'information et de l'intelligence artificielle, un facteur supplémentaire entre en compte. Non seulement les entreprises qui les maîtrisent deviennent des acteurs économiques d'une puissance inédite, mais en plus elles utilisent les technologies comme des générateurs de communauté. Car ces techniques produisent à la fois des services et le moyen de renforcer l'adhésion à leur mouvement. Ce qui est vendu est aussi ce qui sert à vendre. Apparaît un système d'autorité sociale, avec son langage et ses codes. S'approprier le contenu des réseaux sociaux, participer à un groupe de *quantified self* ou posséder une voiture semi-autonome, c'est intégrer, du moins par fantasme, l'ensemble des humains qui font référence dans la modernité.

Pour le moment, domine chez les autorités publiques une juridiction sclérosée et une bureaucratie d'un autre âge. Il faudrait imaginer des réponses qui soient réactives, légères et mondialisées. Des réponses qui regardent le futur et définissent les liens entre anthropologie et technologies. De leur côté, les principales entreprises de nouvelles technologies se moquent des situations de chaque pays, des projets locaux de contrôle, des législations particulières. Elles pratiquent l'optimisation juridique et fiscale. Grâce aux gigantesques fortunes qu'elles amassent, elles tentent de verrouiller l'ensemble de l'innovation. Non contentes de leurs positions actuelles, les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) placent déjà leurs pions dans la robotique, l'intelligence artificielle, la génétique et

les moyens «smart» de reconfigurer les villes, les Etats, la médecine, la banque, etc. Elles lancent des projets de drones, de réseaux électrique. C'est l'entier de la société qu'elles veulent transformer selon leur vision.

Dans les questions économiques ou de sécurité, les gouvernements ont appris à penser en termes géostratégiques. Devant la révolution digitale, la plupart restent figés. On dirait qu'ils ne comprennent toujours pas ce qui est en jeu.

A propos de ces développements technologiques et de leurs promoteurs qui revendiquent de tout maîtriser, avez-vous entendu nos partis politiques, notre gouvernement? Quelques paroles, de temps en temps, mais rien d'élaboré, pas de programme, aucune vision. C'est comme si l'élite politique de notre pays se disait que la technologie ne joue qu'un rôle mineur dans la construction du futur. Ou peut-être est-ce l'aveu que nous n'avons pas prise sur elle. Que la puissance des individus et entreprises qui la pilotent surpasse déjà, à la manière d'une force magique, les faibles possibilités morales et pratiques de notre démocratie.

En fait, le moment est grave. Que nos instances démocratiques reprennent le leadership des mains des entreprises de la Silicon Valley devient une urgence. Il s'agit de refuser que les buts semi-scientifiques des GAFA – dont un humanisme de surface cherche à maquiller la violence dominatrice – occupent l'entier de l'horizon. Pour se mettre au service d'une libération et d'une construction, le futur technologique exige que soient respectées des modalités. D'abord, il doit résulter non de décisions prises au nom de tous par des gourous richissimes, mais de discussions organisées, ouvertes, transparentes. L'important doit être d'accroître le bien commun et non la fortune de quelques-uns. Le souci des personnes vulnérables et de la cohésion sociale doit primer sur la recherche de l'amélioration d'une élite. Enfin, une approche démocratique demande de considérer le long terme plus que la folle course à l'amélioration, où la vitesse finit par compter pour elle-même.

Et puis, il y a le rêve. On ne doit pas laisser aux seuls GAFA la capacité de mettre en scène le futur. A l'Etat revient aussi de réenchanter le monde. Il y a, dans les nouvelles technologies, quelque chose de mystérieusement enchanteur, une exploration où l'homme se dévoile. Pour quoi ne pas en faire une passion politique?

Bertrand Kiefer